L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1866. — Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS
NOUVELLE-ORLÉANS:
JEUDI MATIN, 13 SEPTEMBRE.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, le steamship Southern Star, avec sa machine, ses meubles, &c., amarré en face de cette ville.

Par E. Roger & Co—à leur salle d'encan, bottes, souliers et brodequins.

Par J. C. Stehm,—à sa salle d'encan, grande vente de marchandises sèches d'automne et d'hiver.

Par D. E. Morphy—à son magasin d'encan, 300 colis de verrerie, de poterie moulée et de savon de fantaisie.

Par Montgomery & Bros—à leur salle d'encan, un assortiment de meubles, tapis, glaces, batterie de cuisine, &c.—Et aux écuries de P. Elmer, élégants chevaux espagnols et de montures, beaux mulets, vaches laitières, buggies, wagons, harnais, &c.

Par J. P. Boisseau—au No 34 de la rue Gravier, farine, porc, lard, drêche, &c.

Par Vincent & Co—au No 16 de la rue de Chartres, marchandises sèches étrangères et américaines.

Par D. E. Morphy—au No 83 de la rue des Magasins, épaules; au No 47 de la rue des Magasins, cordes; à l'entrepôt St Louis, son.

Par Fourné & Neuberger—aux Nos 95 et 97 de la rue Gravier, cigares de la Havane et du pays, tabac à chiquer, &c.

☞ Le steamship "Southern Star," à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères publiques qui aura lieu ce jour, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Shérif, du steamship "Southern Star," ensemble avec sa machine, ses meubles, &c. Voir aux annonces.

Une Dette sous la République.

Il n'y a rien de plus difficile à mener qu'une dette sous la monarchie; il n'y a rien de plus facile à mener qu'une dette sous la république. Il faut reconnaître ce double fait. Une monarchie peut périr par le déficit: cela s'est vu. C'est le déficit qui détermina, en 1787, la convocation de l'Assemblée des notables qui précéda les Etats-Généraux de 1789, lesquels devinrent eux-mêmes Assemblée Constituante lorsqu'ils eurent décrété la constitution de 91. Les conséquences furent que l'Assemblée Constituante fut remplacée par l'Assemblée législative, laquelle devint la Convention, sous laquelle s'abîma la monarchie de droit divin, monarchie qui ne s'est pas relevée depuis. Voilà ce qu'a fait le déficit en France.

Toutefois la révolution française eut beaucoup d'autres causes, sans lesquelles le déficit seul n'eût pu produire l'explosion prédite par les philosophes et dont les suites bouleversèrent le monde à la fin du siècle dernier, mais très certainement le déficit en fut la cause déterminante.

En effet, si, l'Etat, les finances du roi Louis XVI ne l'eût obligé d'avoir recours aux assemblées plus ou moins nationales pour combler un déficit qui devenait un gouffre, l'esprit révolutionnaire de l'époque eût manqué d'aliment; il eût manqué aussi d'occasion pour se produire; le règne de Louis XVI eût poursuivi sa carrière pacifique, et son successeur, avec plus de fermeté, eût pu peut-être mieux dominer les esprits et conjurer la révolution pour un siècle.

Les gouvernements monarchiques n'ont pas oublié ce précédent. Aussi prennent-ils tous un soin extrême à ne braver ni le mécontentement de leurs créanciers ni celui des contribuables; et c'est pour cela qu'on les dirait souvent attachés au statu quo par des liens qu'ils ne sauraient briser. Les dettes sont aujourd'hui la pierre d'achoppement des monarchies. Elles ne peuvent ni les augmenter ni les réduire. Si elles les augmentaient le poids en retomberait plutôt sur elles-mêmes que sur le peuple, car il est de certains fardeaux que le peuple ne veut pas supporter,—les impôts redoublés sont de ce nombre.

Ces impôts limités et régulièrement établis ne permettent pas l'amortissement des dettes nationales qui pullulent en Europe, et c'est à cela que l'on doit attribuer la longue paix qui a régné depuis la chute du premier Napoléon. La dernière guerre nous donne une idée exacte de l'influence des dettes sur la politique des empires. Cette politique incline généralement vers le maintien de la paix à moins que des circonstances extraordinaires ne la détruisent. Encore chaque gouvernement fait-il ce qu'il peut pour la conserver. Qu'avons-nous vu dans cette dernière crise où la diplomatie ambitieuse d'une seule puissance a failli mettre toute l'Europe en feu? Nous avons vu que cette puissance était justement celle qui avait le moins de dettes; une autre puissance l'a imitée parce qu'elle en avait trop. Les deux extrêmes ont conduit au même résultat. La Prusse, qui pouvait sans se gêner, payer des frais de guerre, a voulu s'agrandir; l'Italie, qui était fort grevée, s'est jetée volontiers dans ces aventures pour essayer de pêcher en eau trouble, et toutes deux ont réussi. Celle des trois puissances belligérantes qui avait la plus grosse dette était aussi la moins belliqueuse, et c'est la raison pour laquelle elle a été battue. L'Autriche n'a pas pu faire à propos les dépenses nécessaires, et elle a été envahie avant que ses armées fussent prêtes à repousser l'invasion.

L'exemple est saisissant, mais il y en a un autre qui l'est davantage, c'est celui de l'Angleterre qui n'a pas remué, qui ne veut pas remuer et qui ne remuera pas tant qu'elle ne sera pas attaquée chez elle. Aussi, quelle est sa dette? La dette de la France à part, celle de l'Angleterre, équivaut aux dettes réunies de tous les gouvernements d'Europe. Il ne faut donc pas s'étonner que l'Angleterre soit devenue la nation la plus pacifique du monde.

On pourrait conclure de ce qui précède que la solidité des monarchies dépend de leurs économies, en même temps que leur puissance; car il est clair que la puissance, toute proportion gardée, doit appartenir à la nation la plus capable de faire la guerre ou de la soutenir si elle est provoquée; de même il faut conclure que la monarchie la plus ébranlée est celle qui n'ose plus se permettre ni une entreprise coûteuse ni un surcroît d'impôt pour y faire face.

La responsabilité qui s'attache si fortement aux têtes couronnées explique toutes ces impossibilités. Pour donner à sa fantaisie le passif et l'actif d'une nation, il faut qu'un gouvernement monarchique ait une force plus qu'ordinaire et nous n'en connaissons qu'un qui ait cette force en ce moment; c'est le gouvernement russe. Tous les autres vivent dans le *statu quo* sans oser ajouter à leurs dettes et même sans oser y risquer, car pour le faire il faudrait créer un fonds d'amortissement avec un système d'impôt additionnel, système qui a été essayé et qui n'a jamais pu être mis longtemps en vigueur, car ce malheureux fonds finissait toujours par être absorbé non par la dette qui aurait été allégée d'autant, mais par les dépenses courantes des gouvernements qui ont tous l'habitude de prendre des fonds partout où il en trouvent, et une fois le fonds d'amortissement disparu, personne ne s'avise jamais d'en proposer un autre, immédiatement du moins.

Telle est la situation des gouvernements monarchiques, situation toujours écrasée par l'effrayante responsabilité inhérente à ces sortes de gouvernements, où un seul homme personnifie réellement l'Etat tout entier, comme souverain.

Si nous passons de ces gouvernements aux gouvernements républicains, nous sommes frappés de la différence qui existe entre eux. Sous les gouvernements républicains la responsabilité disparaît entièrement par la mobilité même de l'Exécutif. Cet Exécutif changeant à tour de rôle, s'il fait quelque erreur financière, on ne la lui reprochera pas, et comme on ne peut mettre en cause des centaines d'hommes qui l'ont commise avec lui, il s'en suit qu'on ne la reproche à personne. Les résultats en passent à la postérité comme une de ces éventualités fatales auxquelles l'humanité ne peut rien. Alors les dettes s'augmentent et s'accumulent, se diminuent ou se réduisent, sans ombre d'opposition. Nous en voyons une preuve éclatante dans ce qui se passe aux Etats-Unis. Une dette de trois milliards de piastres ou de quinze milliards de francs se fait en quatre années, chose prodigieuse, chose incroyable; et, aujourd'hui, chose plus incroyable encore, cette dette se réduit au moyen de taxes énormes, dans une proportion de 161 millions en 13 mois. On calcule que si la proportion se soutient c'est à dire que si les contribuables continuent à payer les taxes dont ils sont actuellement grevés, les obligations nationales seront éteintes jusqu'au dernier dollar d'ici à 12 années et même plutôt. Ainsi la dette fédérale aurait payée non par la postérité, mais par la génération même qui l'a faite. Nous avons donc eu raison de dire que si les dettes publiques sont ce qu'il y a de plus difficile à manier sous les gouvernements monarchiques, c'est au contraire ce qu'il y a de plus facile à manier sous les gouvernements républicains.

Le vapeur "Star of the Union." — Ce magnifique vapeur sera à bord aujourd'hui une réunion de société à laquelle MM. les agents de la grande ligne de Philadelphie et du Sud, ont eu la bonté de nous inviter. Nous les remercions beaucoup de leur aimable intention.

Règlements relatifs à la taxe du coton.—Outre la taxe de trois cents par livre de coton, ce produit est encore soumis à des règlements vexatoires et onéreux pour l'assesment et la collection de cette taxe, ce qui expose les planteurs et les facteurs à des pertes additionnelles sans bénéfice pour le revenu. Afin d'obtenir une modification de ces règlements, un Mémoire, adopté dans une réunion de facteurs, a été déposé au bureau de la Compagnie d'Assurance du Commerce, au bureau de la Compagnie d'Assurance des Facteurs et des Négociants, et au bureau du *Times*, où les facteurs et négociants pourront y apposer leurs signatures.

Nouvelles d'Europe.

On écrit de Paris à la date du 24 août:

Je ne crois pas que le discours de M. de Bismark soit de nature à lui concilier les esprits en Allemagne. Le ministre prussien affecte un grand mépris pour les principes et pour les hommes; c'est un goût qui ne lui est pas particulier et nous ne lui en ferons pas un crime, non plus que de l'ambition, dont ce sentiment est à peu près le compagnon inséparable; mais nous ne lui en ferons pas non plus des compliments, par la raison que nous n'avons pas l'habitude de remercier quand on nous marche sur le pied ou que l'on nous crache au visage. Nous espérons bien que l'Allemagne sentira comme nous à cet égard et qu'elle sera peu flattée de la façon leste et cavalière dont son grand ministre traite la volonté du peuple, ni des théories de droit divin qu'il laisse percer par ci par là dans ses harangues, ni de cet usage brutal du droit de conquête dont il a fait étalage.

Franchement, nous avions meilleure opinion de l'habileté de M. de Bismark; ne pouvait-il pas mettre plus de ménagements dans l'application du droit du plus fort? Ne pouvait-il pas couvrir d'un voile un peu décent les nudités de sa politique, dire moins brutalement aux peuples qu'il avait mission de les châtier et se poser carrément en fléau de Dieu? Les Allemands sont infatués en ce moment; mais les fumées peuvent se dissiper. Quand le jour sera venu, la politique de M. de Bismark se montrera telle qu'elle est, et ceux qui tiennent à quelque chose en fait de principes politiques et moraux en Allemagne, pourront bien créer une force peu favorable aux ambitions du ministre.

La presse anglaise n'ose pas encore approuver ouvertement les procédés de la politique de M. de Bismark; elle se contente d'applaudir à ses résultats. On ne rompt pas aisément avec la pudeur quand on s'adresse au public, et, pour donner un bill d'indemnité au mal, il faut, bon gré mal gré, quelques ménagements. Mais le sentiment intérieur perce ici, quoiqu'on fasse; on a beau le dissimuler, il se trahit par le silence même; il est des actes d'une telle monstruosité, que c'est les approuver que d'en parler sans les flétrir, que c'est, en quelque sorte, s'en déclarer complice que de s'abstenir de les condamner.

Je ne citerai, à ce sujet, que le *Times*. Voici comment parle de l'annexion des Etats du nord à la monarchie prussienne le journal de la Cité:

"L'annexion de ces Etats du Nord est un acte manifeste de violence, impossible à défendre au point de vue du droit international et justifiable uniquement au point de vue du droit de conquête. Et même, sous ce rapport, des protestations sont élevées par les princes détrônés, et particulièrement par le roi de Hanovre, qui prétend qu'aucun cas de guerre n'existait entre les deux gouvernements, et qu'il a été victime d'un acte d'agression sans provocation. Les circonstances du fait sont trop récentes pour ne pas être palpables pour le monde entier. Par un vote de la diète de Francfort, un décret d'exécution équivalant à une déclaration de guerre, était lancé contre la Prusse. Tous ceux qui s'associèrent à ce vote s'étaient mis *ipso facto*, en état d'hostilité envers la Prusse, et ce fut uniquement leur faute s'ils se trouvèrent au dépourvu et si leur ennemi fut préparé avant eux. Si la diète avait triomphé, il y aurait eu, selon toute probabilité, un décret de confiscation contre la Prusse, et le Hanovre aurait eu sa part des dépouilles. Comme les choses ont tourné autrement, la diète a succombé, et le Hanovre, avec le reste de la confédération, a été enveloppé dans sa ruine. Mais, à part les droits du trône, dont le droit commun du plus fort a ainsi disposé, le changement présenté par le bill qui est actuellement devant le parlement prussien, n'affectera pas beaucoup matériellement, et certainement n'affectera pas d'une façon défavorable les Etats annexés."

Pas un mot de blâme pour l'ambition prussienne. Quatre Etats disparaissent de la carte de l'Europe; cela paraît tout simple au *Times*; un policeman ne constaterait pas avec plus de sang froid dans un procès verbal le vol de quelques jambons d'York sur un marché de Londres. Ce n'est pas avec le regard stoïque et le langage d'un constable indifférent que l'honorable journal accueillait les premiers signes avant-coureurs de la guerre de l'Autriche et de la Prusse, et je me rappelle encore ce qu'il disait dans son numéro du 30 mars dernier: "Une sorte de vertige, que les poëtes grecs auraient imputé à l'action des Furies, semble précipiter ces deux Etats dans un conflit sans prétexte et sans but aucun. L'Allemagne tend visiblement à la guerre sous l'influence d'une nécessité politique *qui n'a pas d'autre origine que la volonté impérieuse de M. de Bismark.*" On ne craignait pas alors d'accuser M. de Bismark; on le représentait comme une furie agitant la torche qui allait mettre l'Allemagne en feu. D'où vient ce changement? Est-ce adoration du succès ou mauvais sentiment envers la France, que l'on sait peu satisfaite des conséquences de l'ambition prussienne?

Tout le monde remarquera avec quelle facilité le journal de la Cité prend son parti de ces conséquences. Il avoue que l'acte est inique en lui-même, qu'il est une application flagrante du droit de conquête, c'est-à-dire du droit du plus fort; car qui oserait le méconnaître, quand le visiteur lui même de la loi n'en fait aucun mystère et le proclame avec un cynisme qui n'a pas d'exemple dans l'histoire? Mais on atténue, autant qu'on le peut, le méfait: "La Prusse ne fait aux autres que ce que ceux-ci lui eussent fait à elle-même si la fortune lui avait été contraire. Et puis, les choses tourneront au mieux pour tout le monde; les vainqueurs y gagneront et les vaincus n'y perdront rien." Voilà la façon actuelle dont les choses se présentent au *Times*: la torche incendiaire dont il parlait naguère n'est plus aujourd'hui qu'un flambeau bienfaisant qui éclaire et féconde. Il ne reste plus à l'estimable journal que de faire de M. de Bismark un dieu, ou du moins, à l'exemple du roi Guillaume, un instrument glorieux de la Providence.

La presse française est plus difficile, et M. de Bismark, comme je vous le disais, s'est fort aliéné les amis que le vertige ou la tactique politique lui avaient donnés en France. Ces amis n'étaient pas nombreux, le *Siècle*, l'*Opinion nationale*, les *Débats* ne lui avaient pas concilié tous leurs lecteurs. Aujourd'hui, ces journaux eux-mêmes se voient obligés de déserter sa cause. Ce sont les *Débats*, je crois, qui lui ont jeté la première pierre. Puis est venu le *Siècle*, qui, par l'organe de L. Jourdan lui a dit son fait, trouvant qu'il n'y allait pas du tout moins et faisait trop lestement marché des choses et des hommes. Enfin l'*Opinion nationale*, quoique plus discrète et plus réservée, sans doute parce qu'elle avait plus à se faire pardonner, est venue elle-même à résipiscence: de sorte que M. de Bismark, comme dans le chœur célèbre de la *Favorite*, reste seul, au moins parmi nous, avec son déshonneur. Croyez bien que tout cela formera la boule de neige, et que la fortune à l'égard de l'heureux ministre du roi de Prusse aura ses retours.

Depuis quelques jours, il n'est pas douteux que le sentiment anti prussien ne s'accentue dans une proportion considérable. Les annonces faites par le procédé allemand, pour rappeler l'heureuse expression de M. de Bismark, ce que l'on sait des dispositions de l'entourage du roi, du langage de certaines feuilles, tout cela irrite singulièrement et plus que je ne saurais vous le dire. On me dit qu'à la Bourse il en est qui parlent de donner qui 100,000 francs, qui 200,000, qui 500,000 en cas d'un emprunt. Si la Bourse se mêle d'avoir du patriotisme, il n'y aura pas de fusil à aiguille qui tienne. En somme, il faut plus de frein que d'éperon dans notre pays.

Il serait également puéril de se dissimuler la gravité de la situation en ce qui touche les rapports de la Prusse avec la France. Cette dissimulation n'aurait aucune excuse dans un journal dont les rédacteurs peuvent se dire, en relisant leurs articles et leurs correspondances, que depuis trois mois ils ont prévu tout ce qui se passe aujourd'hui. La vérité, c'est qu'aux demandes plusieurs fois formulées par la France et récemment présentées à nouveau par M. Benedetti à M. de Bismark, dans une assez longue note, qu'on ne connaît pas encore, mais qui figurera probablement au futur Livre jaune, la Prusse a définitivement répondu d'une manière négative. Il ne paraît pas, cependant, que les demandes de la France fussent exagérées. Elles étaient purement et simplement conformes à ce que doit inspirer à son souverain, la prudence et l'honneur bien entendu des Etats qu'il gouverne. Au lendemain de ses victoires sur l'Autriche, la Prusse pouvait y accéder sans perte morale, et même sans perte matérielle, si on considère ce que vaut, à une puissance comme elle, l'amitié d'une puissance comme la France. La Prusse a préféré refuser toute négociation sur ce point, bien qu'elle eût fait à la Russie des offres qui, placées à côté de sa conduite envers la France, ne pouvaient être considérées que comme une injure pour celle-ci. Il convient toutefois de dire que la Russie, loin de se montrer satisfaite des avances qui lui étaient faites et du but que ces avances se proposaient, a demandé des compensations plus considérables qui lui ont été refusées. La Russie était déjà fort mal disposée pour la Prusse, et ces mauvaises dispositions venaient de ce que le comte de Bismark, il y a environ quinze jours, avait fait offrir à Napoléon III, à titre de dédommagement, de favoriser une sorte de reconstitution de la Pologne,—offre refusée comme insuffisante et que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a point pardonné à celui de Berlin.

J'ai le regret de vous annoncer que les nouvelles de nos récoltes de céréales sont mauvaises, et pour tout dire en deux mots, le déficit ne sera pas moindre de 32 à 40 p. c. rien que sur les blés.

Je me plais à espérer que la récolte du Nord, qui n'est pas encore finie, s'achèvera dans de meilleures conditions que celles où nous sommes depuis quelque temps, sans cela, jugez ce que nous aurions à débourser pour remplacer ce qui nous manque! C'est effrayant. Car enfin, c'est de 30 à 40 millions d'hectolitres de blé qu'il nous faudrait acheter à l'étranger.

Déjà, de forts achats ont été faits en Allemagne, en Hongrie, partout où il y aura beaucoup à exporter, et cela à des prix assez modérés. Aujourd'hui, par exemple, il faudrait presque payer 50 p. c. de plus qu'à l'époque où les transactions dont je vous parle ont eu lieu, tellement les cours ont monté sous l'influence des mauvaises nouvelles qui arrivent chaque jour.

C'est en présence de ces faits, que les derniers partisans de l'échelle mobile doivent s'avouer vaincus. Où en serions-nous s'il fallait encore compter avec la réglementation, tout en ayant à donner notre argent ou nos marchandises contre la masse énorme de grains qu'il va nous falloir, puisque nous n'avons pas su faire de réserve pendant les années d'abondance que nous venons de passer. Fort heureusement, la liberté commerciale suppléera à notre imprévoyance. Ce sera une question d'argent, voilà tout, mais au moins, ce ne sera pas une question de disette.

Des expériences d'un nouveau système d'artillerie se font journellement aux haras de Meudon, qui sont transformés en ateliers, où sont employés seulement des soldats du génie, sans mélange aucun d'ouvriers civils, et dans des conditions toutes particulières pour que les hommes qui sont occupés à ces travaux ne puissent connaître le secret des combinaisons qu'on essaie. On parle notamment d'un canon qui pourrait tirer une dizaine de coups à la minute et de bombes d'une portée tout à fait inconnue.

L'empereur et l'impératrice sont attendus du 1er au 5 septembre à Biarritz, sauf contre-ordre. J'apprends, du reste, qu'il y a eu un peu à Saint-Cloud des habitudes de Compiègne, et que cette résidence a reçu quelques hôtes, notamment M. Mérimée, qui y a passé huit jours et qui s'y est trouvé en même temps que M. Benedetti, qui y a séjourné 48 heures à son arrivée de Berlin.

M. Haussmann s'occupe, dit-on, du plan de deux théâtres nouveaux que la municipalité parisienne donnerait à la capitale. A ce sujet, il paraît qu'il y a litige entre la ville de Paris et M. Harmant, directeur du Vaudeville, pour le paiement du loyer qui s'effectue quotidiennement moyennant quinze pour cent prélevés sur la recette brute.

Intérêts Français au Mexique.

Nous lisons dans la *Patrie* du 23 août:

Les journaux qui, dans le principe, ont combattu l'expédition du Mexique, n'ont eu depuis lors qu'une seule préoccupation: dissimuler la vérité, quand elle contrariait leurs vues, exagérer les difficultés inévitables d'une pareille entreprise, quand ces difficultés justifiaient un peu leurs sombres prophéties!

Combien d'esprits honnêtes se sont laissés prendre de bonne foi à cette tactique! Il n'est que trop vrai que, dans l'opinion publique, la question mexicaine est mal jugée, mais il n'est que trop vrai aussi qu'elle a été plus mal posée encore et partant mal comprise!

Est-il, nous le demandons, une seule des grandes entreprises politiques de ce siècle qui eût résisté aux attaques véhémentes et souvent déloyales dont notre intervention au Mexique a tout d'abord été l'objet, et après elle le rétablissement de l'Empire! Tout a été travesti, dénigré, et, chose extraordinaire! pendant que de nobles efforts étaient tentés pour arracher un pays au plus cruel des despotismes, celui de l'anarchie, il s'est trouvé des voix pour défendre, quoi! des actes que la morale la plus vulgaire répudie toujours, en tous temps et en tous pays!

A-t-on jamais songé seulement à comparer l'état actuel du Mexique, si agité qu'il soit encore, à la situation de telle ou telle nation du continent, où les révoltes sont quotidiennes, où les campagnes sont occupées par des bandes de brigands, où l'autorité, pour maintenir l'ordre, sévit parfois avec la dernière rigueur, où le crédit, le commerce, l'industrie sont encore nuls, affaiblis ou paralysés?

Et, cependant, dans ces monarchies, le pouvoir est depuis longtemps organisé! Du centre, il rayonne aisément jusqu'aux extrémités. Ni vastes plaines désertes, ni peuplades insoumises! Un réseau de routes et de lignes télégraphiques sillonnent le territoire, et des forces depuis longtemps disciplinées peuvent rapidement parcourir toute l'étendue du pays!

En est-il ainsi au Mexique! Non, et le *Siècle*, qui met au compte du principe républicain «le courage et la persévérance» de Juarez, néglige toujours de nous dire au compte de quel principe il met «le courage et la persévérance» des bandits italiens, pour ne parler que de ceux-là. Quel rapprochement à faire, cependant, et combien il serait loyal de ne pas dire qu'un Empire, qui n'a pas trois ans d'existence, ne peut vivre au Mexique, quand des gouvernements établis au cœur de l'Europe depuis dix ans et plus, luttent encore contre des bandits qui rançonnent les voyageurs et assassinent sur les grandes routes!

Mais point! Il y a pour le Mexique une logique à part, comme il y a pour Juarez une morale à part.

Tous les républicains sincères s'indignent, il est vrai, du fond du cœur de voir recruter pour leur drapeau des soldats tels que les Romero et les Ortega, des disciples tels que ces guérillas prudes, par la justice sommaire du peuple, aux arbres du chemin! Mais il le faut! Ces généraux d'aventure sont des «courageux» et des «persévérans». On tait leurs crimes et on leur prête de l'héroïsme!

Qui sait si l'on ne dira pas bientôt que c'est l'empire de Maximilien qui pille les caisses publiques, qui incendie les villages et fomente partout l'anarchie!

Questions de droit, d'influence, d'intérêts, d'honneur et de civilisation, tout cela se résout par un mot: respect aux brigands qui se disent républicains! Qu'importe ce que contient le sac, il vaut par l'étiquette! La République de Juarez insultait la France et ses nationaux, il fallait néanmoins épargner la République de Juarez! Le peuple mexicain était las du désordre et des déprédations du dictateur de Mexico, le peuple mexicain n'avait pas le droit de vouloir un gouvernement autre que celui du dictateur de Mexico! Ainsi de suite.

Voilà la logique qui a cours depuis quatre ans! Et l'on affirme sérieusement que l'opinion publique se laisse prendre à cette logique. Cela n'est pas et cela ne peut être! Il y a des esprits mal éclairés, prévenus, trompés, mais il y a aussi des esprits droits, sincères; les uns fermes dans leurs convictions, les autres revenus de leurs erreurs, et ceux-là sont maintenant en majorité.

C'est à eux, par exemple, qu'un moment viendra où il sera fait appel pour rechercher les meilleures mesures propres à consolider le crédit mexicain. C'est à eux qu'il sera demandé si l'œuvre économique, entreprise sur les marchés européens, ne doit pas être poursuivie, de même que l'œuvre politique et militaire est énergiquement continuée.

Cette question financière est maintenant à l'ordre du jour. S'il n'en est pas de plus délicates à résoudre, il n'en est pas non plus de plus claires ni de mieux posées.

Quels ont été les principaux instruments de la confiance, lors des emprunts mexicains? Les richesses naturelles du pays, d'une part, et d'autre part la garantie morale de la France. Or, ces richesses s'exploitent et cette garantie n'a jamais été déclinée. Partant de là, toute mesure qui, pour rassurer les créanciers du Mexique, tendrait soit à une exploitation plus large ou plus sûre des richesses locales, soit à une confirmation régulière de la garantie de la France, devrait avoir pour elle l'adhésion générale.

Cela est si vrai que déjà les adversaires du Mexique le contestent. Ils se sont condamnés à nier la vérité et à heurter la logique jusqu'au bout! Une réforme de crédit mexicain peut-elle améliorer la situation? Cette réforme est aussi vaste quelle qu'elle soit! Le gouvernement français songe-t-il à abdiquer? c'est à cet esprit de suite sans lequel rien de grand n'est possible, et vient il prendre en main les intérêts des détenteurs de valeurs mexicaines? Le gouvernement français a tort. S'agit-il, enfin, et pour tout dire en un mot, d'une mesure dans les conditions différentes sans doute, mais en vue du même but, pour le Mexique que ce que nous avons été pour telles nations du continent à qui nous ouvrons sans cesse notre marché et dont nous couvrons de notre protection les valeurs dépréciées? C'est une faute, dit-on, c'est une injustice!

Faute et injustice, deux mots qui couronnent bien, en vérité, la campagne engagée en faveur de Juarez! On commet une faute en tenant ses engagements et une injustice en restant loyal.—Cela devait être!

Mais nous reviendrons sur cette question. Elle est de celles qui veulent être traitées à fond, parce qu'ici l'opinion publique ne saurait plus être dupe des indignations à froid de nos contradicteurs.

C'est l'intérêt de milliers de petits capitalistes français qui parle, et c'est [illegible] que nous devons défendre!

Le 15 Août à Mexico.

Nous lisons dans l'*Ere Nouvelle* de Mexico:

La fête de mercredi a été, pour la colonie française de Mexico, l'occasion d'une véritable manifestation nationale. Nos compatriotes se sont portés à la cérémonie religieuse de la cathédrale avec un empressement tel, que l'espace qui leur avait été réservé s'est trouvé insuffisant à les contenir. Toutes les classes se trouvaient réunies par un même sentiment patriotique; les dames mêmes figuraient dans l'assistance en bien plus grand nombre que les années précédentes.

L'élan unanime s'est traduit d'une façon non moins marquée, dans les autres démonstrations d'usage à pareil jour. Il y avait peu de rues du centre de la ville où l'on ne remarquât des maisons pavoisées aux couleurs françaises. Le soir, les illuminations se sont multipliées avec un éclat inusité, tandis que de nombreuses réunions portaient des toasts enthousiastes à la patrie absente et au souverain qui la gouverne si glorieusement.

La partie officielle du programme n'a pas été moins brillante.

Le service religieux avait réuni, outre le personnel de la légation de France et les officiers ou employés supérieurs du corps expéditionnaire, toute l'officialité française qui se trouve actuellement à Mexico. Le corps diplomatique y assistait au grand complet. L'empereur s'était fait représenter par M. le général Uraga, son premier aide-de-camp, et M. Negrete, chef du secrétariat des cérémonies. Le conseil municipal était là, avec ses massiers en tête. Enfin, nombre de hauts fonctionnaires et d'officiers, tant mexicains qu'autrichiens, se pressaient dans la nef.

La revue des troupes, passée sur la place d'armes, après la cérémonie, par M. le général Courtois d'Hurbal, a été fort belle, et favorisée par un temps que l'on aurait à peine osé espérer le matin.

A trois heures de l'après-midi, l'invitation de l'empereur réunissait au château de Chapultepec M. le ministre de France, accompagné du personnel de la légation; les généraux Courtois d'Hurbal, Osmont, Neigre, de Maussion; les colonels Clinchant, de Potier, Lajaille, Vasse, Hugueney; M. l'intendant Friant; les commandants Loysel, Villette et de Noue; M. de Jupeaux, payeur-en-chef; M. de Maintenant, inspecteur des finances; M. l'aumônier en chef Testory, et une vingtaine d'autres personnes. L'accueil de S. M. a été plein de cordialité, et après quelques instants de causerie on a passé dans la salle à manger.

Arrivé au dessert, l'empereur s'est levé un verre à la main et a porté, d'une voix vibrante, le toast suivant:

«*Je bois à la santé de mon illustre ami, l'empereur Napoléon.*»

M. le ministre de France a répondu, en portant la santé de l'empereur Maximilien et de l'impératrice Charlotte.

A son tour, M. le général Courtois d'Hurbal a pris la parole:

«Sire, a-t-il dit, je demande à V. M. la permission de lui exprimer nos remercîments, pour la pensée bienveillante qu'elle a eue de nous réunir autour d'elle, le jour de notre fête nationale. L'armée lui en est profondément reconnaissante.»

Un cri spontané de «Vive l'empereur!» a suivi cette allocution.

S. M. alors a porté un dernier toast:

«A l'armée française, toujours vaillante et toujours victorieuse!»

Le dîner terminé, les invités se sont éparpillés en groupes, que l'empereur a parcourus l'un après l'autre, causant avec un entrain plein d'abandon. Il était près de six heures, quand il s'est retiré, emmenant avec lui dans son cabinet les ministres des finances et de la guerre.

La journée s'est terminée par un feu d'artifice,—œuvre des ateliers de l'artillerie française,—pour laquelle on redoutait fort une pluie intempestive. Mais le ciel lui-même a voulu y mettre du sien, en nous exemptant de l'averse de rigueur. Le feu d'artifice a donc pu être tiré sans encombre et avec un plein succès. Par une heureuse innovation, on l'avait dressé non pas sur la place d'Armes, mais dans les terrains vagues situés en face du cirque des taureaux.

Nous devons, en terminant, une mention spéciale à l'élégante et pittoresque illumination de la maison actuellement occupée par M. le ministre de France à Tacubaya.

LA SANTÉ DE L'EMPEREUR.

Les journaux français se taisent sur ce point. Ce qui suit est extrait d'une correspondance parisienne adressée à l'*Indépendance Belge*, sous la date du 16 août:

«L'Empereur est toujours assez souffrant; on a dû lui poser un certain nombre de sangsues. L'abbé Deguerry ayant été rendre visite à l'Impératrice, celle-ci l'a prié de passer chez l'Empereur, ce qui a d'autant plus étonné que l'état du souverain n'offre aucun danger immédiat. On a trouvé qu'une semblable visite ne pouvait que donner de la consistance à des bruits alarmants qu'on a voulu répandre ces jours-ci, et qui ont fait qu'il y a eu une véritable alerte récemment dans la garnison de Saint-Cloud, au moment où on la fait monter à cheval pour l'arrivée de l'impératrice du Mexique. On s'était complètement mépris sur le motif de cette consigne subite.

«C'est le nonce qui a porté hier le toast à l'Empereur, selon l'usage, au grand dîner donné par M. Drouyn de Lhuys, au ministère des affaires étrangères.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Nomination d'Albany.

LES DISTILLERIES DE JERSEY CITY.

Grant à Cincinnati.

IL VISITE LE THÉATRE WOOD.

SA REPONSE A BAKER.

Il repousse toute démonstration.

Il est le subordonné du Président.

FUNERAILLES D'ANDREW STEWART.

Meeting radical à la salle Cooper.

DISCOURS DE WARMOTH.

Il demande l'abolition du Sud.

Confiscation universelle au profit des loyaux.

GRANDS APPLAUDISSEMENTS.

Soldats fédéraux au Texas.

Ils envahissent une Ecole de Danse.

[illegible]N D'EUX EST TUÉ.

Ils brûlent la Ville.

LE PRESIDENT A CINCINNATI.

Présentation de Bouquets par les Dames.

LEURS DISCOURS ET LEURS BONS SOUHAITS.

MARCHÉS.

New York, 12.—Le procès survenu entre le général Santa Anna et le Diario de la Marina a été réglé du consentement des parties.

Cincinnati, 12.—Le général Grant a visité hier soir le théâtre de Wood où il a été reçu avec enthousiasme. Pendant la représentation, un groupe de gens où se trouvaient beaucoup de soldats, a paradé devant le théâtre. Eggleston, membre du congrès, a prié le directeur d'aller dire au général Grant que le peuple voulait le voir. Grant a répondu: Je ne puis ni ne veux le voir. Allez dire à celui qui commande les soldats de venir me voir.

Baker, le commandant, avec plusieurs autres entrèrent dans le théâtre et s'avancèrent vers la loge. Grant, sans donner à Baker le temps de faire connaître ses vœux, s'approcha de lui et dit: «Monsieur, je ne suis pas politicien. Le Président est mon commandant-en-chef. Je considère cette démonstration comme un acte d'opposition au président des Etats-Unis, Andrew Johnson. Vous emmenerez vos hommes. Cette démonstration me fait beaucoup de peine. Je serai charmé de vous voir demain quand le Président sera arrivé.» La foule se dispersa en acclamant Grant comme le futur président des Etats-Unis.

Cincinnati, 12—Le Président Johnson est arrivé ici hier matin. Le discours de bienvenue a été prononcé par l'Hon. W. S. Groesbeck. Le Président lui a répondu en exprimant des sentiments patriotiques. Il a dit que M. Groesbeck, en 1861, lui avait fait une bienvenue, lorsqu'il s'échappait aux persécutions des habitants du Sud, et que maintenant il le saluait comme le premier magistrat des Etats Unis.

En se retirant, le Président a reçu les applaudissements de la foule qui était venue à sa rencontre. Il s'est dirigé avec sa suite, au dépôt des chars, suivi d'un grand nombre de citoyens qui poussaient des *hourrahs!*

Le secrétaire d'Etat Seward est sur indisposé. Son médecin lui a conseillé de se tenir tranquille.

Les dames de Cincinnati ont présenté plus de cinquante bouquets au Président, et dans tout son trajet jusqu'à Columbus les routes étaient encombrées de monde. A Vavay, les dames lui ont fait des présents de grappes de raisins, de fleurs et autres objets, et dans une adresse de félicitations elles ont terminé par ces mots:

«Nous pourrions rester passives avec des sentiments de gratitude et de respect, mais soyez assuré, Président bien-aimé, que nos prières vous suivront dans votre course, implorant Dieu pour qu'il bénisse vos travaux. Vous pouvez être le sauveur du pays comme Washington en fut le père, et quand le saint esprit descendra sur notre pays puissiez-vous être conservé pour en jouir et aussi pour le bonheur du peuple.»—(Le télégraphe ici est inintelligible.)

A Henia et à London, le Président a été reçu par la plus grande foule de citoyens qu'on ait vue jusqu'ici.

Arrivé à Columbus, à 4 heures et demie de l'après midi, il a été reçu par le maire qui l'a présenté au général McCallum. Toute la population était sur pied, et pleine d'enthousiasme.

St Louis, 12—Il y a eu, hier, 36 décès causés par le choléra.

Indianapolis, 12—Andrew Stewart, tué dans l'échauffourée de lundi soir, à la réception du Président, devant le «Bates House», a été enterré cette après-midi, avec d'imposantes cérémonies. Le convoi est le plus grand qu'on ait jamais vu ici. La Ligue de l'Union avait passé des résolutions pour assister en corps aux funérailles. Un drapeau américain, drapé de noir, était porté dans la procession.

New York, 12—Brownlow, Fowler et d'autres républicains ont harangué les citoyens à la salle de Cooper, hier.

Warmoth, de la Louisiane, a parlé longuement. Il a dit qu'il désirait voir tous les Etats représentés sous le même drapeau et la même constitution, mais qu'il ne voulait pas voir le Sud représenté dans le congrès tant que les gens de ce pays qui sont restés loyaux pendant la rébellion ne seront pas investis d'un pouvoir suffisant pour protéger les citoyens dans les Etats et ailleurs. (Applaudissements: voilà qui est parler). En Louisiane, après l'adoption de l'amendement constitutionnel, il y avait 35,000 soldats rebelles, et si ces hommes ont le droit de voter, pensez-vous que les hommes loyaux seront mieux protégés. (Cris: Non! non!)

Il les conjure, au nom de 5000 loyalistes demeurant dans cet Etat et au nom de la justice et de la liberté, de ne jamais permettre la reconstruction des Etats du Sud tant que le gouvernement ne sera pas reconstruit de manière à pouvoir étendre une ample et complète protection aux blancs loyaux et aux noirs du Sud (Applaudissements) Il a soutenu que du moment où les Etats du Sud s'étaient mis en rébellion ils avaient détruit leur organisation d'Etat que les hommes loyaux avaient recouvré les territoires et qu'ils avaient droit de les contrôler et de les posséder. (Applaudissements.)

Il a soutenu que le gouvernement avait le pouvoir et le droit de pendre tout rebelle dans le Sud [applaudissements]. Le gouvernement avait le pouvoir d'effacer toutes les lignes d'Etat et de faire du Sud un seul vaste territoire, et après que le gouvernement pourrait réorganiser tels Etats que les hommes loyaux du pays pourraient décréter [applaudissements]. Il invite le peuple à charger leurs représentants au congrès de défaire tout ce que M. Johnson fait [applaudissements] et de dire que ceux-là seuls qui avaient été fidèles au drapeau sans distinction de race ou de couleur les gouverneront [sic].

Houston, Texas, 9—Des soldats fédéraux ont voulu entrer dans une école de danse avec des négresses, à Brenham. On fit résistance, et l'un d'eux a été tué. Ils brûlèrent ensuite une portion de la ville. Perte, $85,000.

Albany, N. Y., 12.—L'hon. John T. Hoffman, démocrate de New-York, a été désigné comme candidat à la place de gouverneur, et R. H. Ruyn, républicain-conservateur, lieutenant gouverneur.

La plateforme adoptée par la Convention du parti conservateur, est conforme aux déclarations faites à la Convention de Philadelphie du 14 août; elle déclare que les Etats du Sud font partie de l'Union et ont droit à être représentés au Congrès, et affirme que la centralisation des pouvoirs, tant à Washington que dans l'Etat de New-York, est fatal à l'harmonie de notre système politique, et elle dénonce la législation congressionnelle.

Washington, 12—On ne tardera pas à fixer les limites de l'Arizona, et le monument érigé en 1861 par la commission mexicaine, au confluent des rivières Gila et Salt sera le point de départ pour le tracé.

Washington, 12—Le commissaire Rollins, du département du revenu intérieur, a reçu une dépêche de Jersey City, qui lui donne avis que de toute part, dans cette section, les distilleries sont en opération sans qu'on se soit conformé à la loi. Ces distilleries seront fermées, si elles continuent à être en contravention.

New-York, 12.—L'or a clos à 146. Les coupons de 1862 à 110 3/4; les 10-40 à 98. A la clôture des affaires le marché au coton était ferme, et il s'est vendu 5000 balles à une hausse de 1/2 cent. Le middling uplands est coté 33 1/2 et le middling Orléans 35 1/2. Pas de changements sur le porc, la farine et le blé. Les grains maintiennent son prix 17 3/4 à 20 1/2. Il y a plus d'activité dans le sucre qui vaut 10 3/4 à 12. Le café est calme, mais soutenu. Laine du Texas, 20 cents.

(*Voyez l'anglais pour les marchés de l'Ouest.*)

Vicksburg, 12—Passé ici, descendant, le steamer Mary Forsyth, à 5 heures. Le fleuve baisse.

[Autres Dépêches.]

New-York, 11 sept.—Le vapeur français Pereire a apporté $1,100,000 en or.

Liverpool, 11 sept. P. M.—Le coton est ferme. Ventes: 16,500 balles. Middling uplands, 13 d.

Le temps est mauvais pour les récoltes.

Le marché aux grains est plus ferme, à une hausse de 3 à 4 pour cent.

Londres, 11 P. M.—Le marché monétaire est plus facile: consolidés 89 1/4 au comptant. Les 5-20 71 3/4.

Constantinople, 11.—Le sultan, convaincu qu'il est important pour son empire d'avoir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, a décidé qu'une ambassade turque serait entretenue dans la capitale américaine. En conséquence, la Sublime Porte choisira un membre influent du gouvernement pour l'envoyer comme résidant à Washington.

On rapporte que l'armée turque aura à l'avenir des carabines américaines,—une commission militaire ayant constaté que l'essai de ces armes en avait prouvé la supériorité. Un contrat sera passé à cet effet avec les fabriques d'armes des Etats-Unis.

Berlin, 11.—Le bruit court que le roi de Prusse est décidé à établir le prince royal de Prusse comme vice-roi du Hanovre.

Vienne, 11.—Un décret de l'empereur ordonne que toute l'armée autrichienne soit placée sur le pied de paix.

AFFAIRES D'ITALIE.

Voici en quels termes l'*Avenir National* parle de la retraite du général La Marmora, que nous avions annoncée depuis plusieurs jours:

"Une crise ministérielle vient d'éclater en Italie, non pas précisément d'une manière imprévue, car depuis longtemps on connaissait l'existence de dissidences dans le sein du gouvernement; mais enfin le dénouement est venu plutôt qu'on ne l'attendait. Le général La Marmora a donné sa démission de chef de l'état-major de l'armée et de ministre sans portefeuille résidant auprès du roi. Le général La Marmora était en lutte presque constante avec le président du conseil; si la crise actuelle eût éclaté il y a un mois, elle eût voulu dire que la guerre allait continuer, mais aujourd'hui tout le monde est pour la paix; le baron Ricasoli lui même l'a déclaré dans une circulaire qu'il vient d'adresser à tous les préfets du royaume.

»Le président du conseil se trouve donc complètement maître de la situation, et il faut reconnaître qu'il est appuyé par l'opinion publique. Son intention est, paraît-il, de renforcer son ministère dans le sens de la gauche, en y appelant MM. Crispi et Mordini, qui sont les hommes parlementaires les plus considérables de ce parti.»

La retraite du général Garibaldi est considérée comme certaine. On le dit très souffrant des suites de sa blessure et désireux d'aller le plus vite possible chercher à Caprera le repos dont il a besoin. Le gouvernement a nommé commandant de département militaire de Salo, ville autour de laquelle sont concentrés les volontaires, le général Avezzana, qui appartient à l'extrême gauche et qui exerce une certaine influence sur le parti qui a fourni la presque totalité des volontaires. Cette nomination autorise à croire que le départ de Garibaldi pour Caprera est prochain.

On lit dans le *Monde*:

A moins que Dieu ne suscite d'ici au 15 décembre un revirement que rien ne fait prévoir, la Convention sera exécutée. Les Français se retireront. Le pape se trouvera seul en présence de ses sujets, doublés d'un millier de sicaires qui poignarderont quelques honnêtes gens et quelques prêtres au cri de la liberté et au nom de l'Italie. De deux maux, on choisira le moindre. Les Italiens réguliers seront accueillis en *libérateurs*. Mais à l'approche de ces libérateurs, que fera le pape? Le pape, disent les uns, voudra, pour sauvegarder les intérêts de la catholicité, épargner un parricide aux Italiens: il s'exilera de Rome. Le pape, disent les autres, ne s'exposera pas au sort d'un évêque de la Péninsule que l'on envoie en *domicilio coatto*. Il emportera loin de Rome, dans les plis de sa robe blanche, ce qui restera d'honneur et de liberté dans le monde. Les uns et les autres sont du même avis, que les Italiens ne retiendront pas le pape! Mais où ira le pape? Ira-t-il en Autriche, en Espagne, en France ou à Malte?

Que le *Monde* se rassure, dit M. Taxile Delord, les Français partis, personne, clerc ou laïque, ne sera poignardé à Rome, et le pape n'ira ni en Amérique, ni en Espagne, ni en France, ni à Malte, il restera paisiblement dans son palais du Vatican, ou, déchargé du fardeau des affaires temporelles, il se consacrera tout entier au soin des affaires spirituelles de la catholicité.

UN GROTESQUE TERME MOYEN.

Alexandre Dumas adresse au *Soleil* une piquante réclamation.

On est si mal renseigné sur moi, quand on parle de moi dans votre journal, que je demande la permission de vous renseigner moi-même.

Il y a trois semaines à peu près, vous annonciez que *je tirais à la roulette à Monaco les cartes que je n'osais pas livrer aux Autrichiens en Italie*.

Dans ce moment là, j'étais à Aix-les-Bains, où je n'étais pas retourné depuis l'incendie de la Dent-du-Chat, qui m'a fait bannir pour dix ans des Etats du roi Charles Albert.

Il est vrai que cet incendie s'était compliqué de conspiration républicaine. J'étais monté à la Dent du Chat avec un chapeau gris. Or, il était de notoriété publique, à cette époque, en Savoie surtout, que les républicains portaient tous des chapeaux gris. Il résulta de cette révélation de mes opinions par l'organe de mon chapeau, que six ou sept jeunes gens portant des chapeaux noirs, c'est-à-dire appartenant à l'opinion carliste, résolurent de me chercher querelle, et coûte que coûte, de me faire mettre l'épée à la main. Le moyen que l'on employa fut de porter au dessert la santé du duc de Bordeaux.—Si je ne la portais pas, la querelle était toute trouvée,—si je la portais, je reniais mes opinions.

Je m'en tirai assez habilement.

La santé portée fut acclamée par de nombreux vivats.

Je restai muet, bien entendu, et ne bougeai pas de ma chaise.

—Eh bien, monsieur Dumas, me dit celui de ces messieurs que le sort avait désigné pour se battre le premier avec moi, vous restez assis et muet.

—Non pas, messieurs, répondis-je, au contraire, je me lève et je parle.

Chacun écouta.

—A M. le duc de Bordeaux, président de la République française!

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—12 septembre 1866.

(Thermomètre de C. Duhamel—au coin des rues Bienville et Chartres.)

6 heures du matin	79 degrés.
Midi	87 "
3 heures après-midi	80 "
6 heures du soir	81 "

Emeute de nègres.—Deux négresses, filles publiques, avaient été arrêtées dans le voisinage de l'Allée Corduroy, par les officiers Walsh et Condon. Il y a toujours dans ce quartier beaucoup de soldats nègres attirés par des négresses, folles de leur corps. Ils essayèrent de reprendre ces femmes à la police. La police résista et reçut quelques renforts. Mais les nègres qui se trouvaient là au nombre de plusieurs centaines, attaquèrent les officiers de police avec des pierres et des morceaux de briques. La police se voyant trop faible, envoya quérir des secours dans une presse à coton où se trouvait campé un régiment de couleur. L'officier informé de ce qui se passait, envoya sur les lieux un détachement qui eut bientôt mis en fuite les émeutiers. Les officiers Walsh et Condon ont été très maltraités. Leurs vêtements ont été déchirés par les femmes qui voulaient les forcer à lâcher prise. Ils tinrent bon cependant et les conduisirent au corps de garde du Pacanier.

Bureau de police—L'officier de nuit Parker a été renvoyé du service pour raison d'ivrognerie.

L'officier de nuit Sullivan, accusé d'avoir insulté sans raison Mlle Mary Kelly, rue Prytanée, n'a pas été renvoyé parce que l'accusatrice n'a pas voulu paraître.

L'officier Gonzales a été renvoyé du service pour avoir interpellé Mme Prosper Delange d'une manière outrageante.

Cour du recorder Ahern.—A été traduit devant cette cour, William A. Guersey, accusé d'avoir fait un faux pour se procurer de l'argent au détriment de la maison où il était employé. Son affaire est remise au 21 du courant.

Le recorder Ahern a expédié quantité d'affaires où figuraient, comme voleurs et perturbateurs, des noirs et des blancs séparément.

Rien d'important dans les autres cours de police.

Rapport mortuaire—*Grande diminution dans les ravages du choléra.*—Il y a eu hier 36 décès en tout, dont 14 causés par le choléra. Victimes 18 blancs, 9 noirs et 9 non indiqués. Morts du choléra: 7 blancs, 3 noirs, 4 non désignés. C'est une diminution de plus de moitié pour les cas de choléra.

Incident de voyage.—Un incident piquant a marqué le voyage présidentiel sur le chemin de fer du Grand-Tronc, un peu avant d'arriver à Détroit. Un pickpocket de profession nommé Tally était parvenu, on ne sait comment, à se glisser dans le train qui conduisait M. Johnson et sa compagnie. On l'a reconnu et tout le monde s'est fouillé. Quatre bourses manquaient à l'appel, y compris celle du Président des Etats Unis. Tally a été arrêté, mais on n'a rien trouvé de suspect sur sa personne. Qu'était devenu le butin? On l'ignore. Il ne se trouvait d'étranger que lui à bord du convoi, et il est cependant difficile de comprendre qu'il n'ait pas eu de complice. (*Courrier des E.-U.*)

BULLETIN FINANCIER.

Mercredi soir, 12 septembre 1866.

A l'exception d'une meilleure demande de farine, il ne s'est opéré aucun changement important sur le marché. Le mouvement général a été restreint. Les ventes de coton ne se sont élevées qu'à 1000 balles, ce qui porte celles des deux derniers jours à 3850. La plus grande partie de ce coton ayant été achetée pour le Nord, il faut s'attendre à voir augmenter la quantité de change américain sur place.

L'or n'a pas été recherché. Il a ouvert nominalement à 143 3/4 contre 143 1/2 à 143 3/4 hier soir. Vers la clôture, des dépêches favorables de New York l'ont raffermi et il a clos à 144 1/2. Une vente de $1500 a eu lieu, au Board, à 143 7/8; c'est la seule. Sur le marché, les transactions embrassent $15,000 (5000 et 1000) à 143 3/4, $9000 (1000, 2000 et 5000) à 144, $20,000 (5000 et 15,000) à 144 1/4, $36,000 (8000 et trois lots de $10,000) à 144 1/2. $1000 en or de la Douane se sont vendus à 145 et $1000, en doublons mexicains, d'après l'évaluation de la Douane, à 142 3/4.—Dans l'argent, il s'est fait une vente de $1700, en demi-piastres américaines, à 134. Les piastres mexicaines sont à 144 à 145.

Le change étranger n'a pas beaucoup varié. Vers la clôture, quelques-unes des banques, à cause de la hausse de l'or, se sont montrées plus exigeantes. Les offres ont été peu nombreuses et la demande fort modérée. Les opérations embrassent 22,000 livres (1000, 3000, deux lots de 5000 et 8000) sterling No 1 à 150, 5000 livres de banque à 152 1/2, et 6000 livres à 152 3/4. Dans les francs, il s'est vendu 90,000 (20 000, 30,000 et 40,000) à 3 75, 50,000 [20,000 et 30,000] à 3 73 3/4, et une assez forte somme, pour de l'or, à 5 35. Le sterling peut être côté, nominalement, à 147 les traites connaissements, 148 à 149 le bon clear, 150 le No 1 à 1re classe, et 153 le change des banques; les francs, à 3 80 le change commercial No 1 et 3 70 celui des banques.

Le change américain est resté le même. Les banques ont encore tiré sur New York à 1/4 de prime; taux auquel la demande a été assez bonne. Il a été offert peu de traites commerciales. Les opérations embrassent $50,000 (10,000, 20,000 et 20,000) sur New-York, à vue, au pair, $50,000 sur Boston, à vue, à 1/16 de prime; $10,000 à trente jours de vue, sur New York, à 3/4 d'escompte. Au dehors, les cours ont été au pair à 1/8 de prime.

Il ne s'est vendu d'actions ni au Board ni sur le marché.

Les bons de la ville ont été négligés. Nous n'avons aucune transaction à mentionner. Les consolidés sont cotés de 96 à 96 1/2, et les émissions en faveur de chemins de fer de 83 1/2 à 84, suivant les coupons. Nous cotons les Bons de la Louisiane de 78 à 78 1/2; les bons du chemin de fer de Jackson, première hypothèque, de 85 à 87 1/2; les bons du chemin de fer des Opelousas, première hypothèque, avec huit coupons échus à 80.

Une vente de $2500 piastres en billets de la ville s'est faite, au board, à 3/4 pour cent d'escompte. Sur le marché, il s'est vendu $800 en billets sur la banque de la Louisiane à 68 cents à la piastre, $500 en billets de l'Etat à 6 3/4 d'escompte et $4500 en billets de la banque de l'Etat à 98 1/2 cents à la piastre.—Les billets de la banque de la Louisiane sont cotés à 65 à 69 cents à la piastre et ceux de la banque de l'Etat de la Louisiane à 95 à 99 cents à la piastre.

BULLETIN COMMERCIAL

BUREAU DE L'ABEILLE,
Mercredi soir, 11 septembre 1866.

Coton.—La demande qui avait marqué les opérations, hier, a encore régné aujourd'hui à l'ouverture du marché, mais les facteurs ont fortement adhéré à leurs prétentions; en outre, beaucoup d'entre eux n'ont montré que peu d'envie de réaliser, même à des chiffres haussés, et, conséquemment, les ventes de la journée, se sont bornées à 1000 balles, sept courtiers ont pris part aux affaires. Les prix ont éprouvé une amélioration additionnelle. Les transactions eussent pu acquérir une plus grande extension sans la rareté des meilleures qualités, beaucoup d'acheteurs s'étant retirés n'ayant pu trouver les descriptions que spécifient leurs ordres. Tout en référant aux remarques ci-dessus, nous répétons nos cotes: ordinary 21 à 26, good ordinary, 28 à 30, low middling 32 à 33, et middling, nominal à 35 à 36. En addition au montant rapporté hier 250 balles se sont vendues, ce qui a porté à 2250 balles le montant total des ventes de cette journée.

ETAT DU COTON.

Stock en mains le 1er sept. 1866..balles	102,082
Reçu aujourd'hui	303
" précédemment	2896
	3199
	105281
Expédié aujourd'hui	
" précédemment	
	10100
Stock en mains à bord de navires non expédiés	95181

Sucre et mélasse—Nous avons dit, avant hier, que des négociations étaient pendantes relativement au placement d'un fort lot de sucre de Cuba. Ces négociations ont abouti hier, et il en est résulté une vente de 1000 caisses de sucre de Cuba Nos 11 et 12, qui ont changé de mains à des conditions privées. Le marché continue à être calme et il ne s'y fait actuellement que des affaires en détail et moyennant les prix antérieurs. Un lot de 6 boucauts de Louisiane de choix, vieux procédé, s'est vendu à 16¼ cts la livre. Le sucre de Cuba fair à prime, en boucaut, se vend 12½ à 13¼ cts et le Porto Rico prime à 15½ cts la livre.

Le sucre de Cube, en caisse se vend en détail à 12½ à 13 cts pour les Nos 12 et 13, 13¼ à 14½ cts pour les Nos 14 et 15, 15¼ à 16¼ pour les Nos 16 et 18, et 17 à 17¼ pour les Nos 19 à 20. La mélasse de Cube se détaille à 55 cts le gallon.

Tabac—Les acheteurs tatonnent activement, mais leurs offres ne compatissent pas avec les vues des détenteurs, quant aux prix, et les ventes d'aujourd'hui se sont conséquemment bornées à 54 boucauts, dont 1 de la nouvelle récolte—premier envoi reçu cette saison—et classé fin, à 26 cts, 16 boucauts de leaf, prix pour France, &c., 15 boucauts de Clarksville fair Leaf à 11⅝ et 22 boucauts de Clarksville, common leaf à 8½ cts la livre.

Produits de l'Ouest et provisions—La farine est en bonne demande, spécialement la superfine et les extra de bas grades, et les prix courent en faveur des vendeurs sans cependant avoir éprouvé de hausse cotable. Les ventes de cet article, opérées aujourd'hui, ont embrassé 2500 barils qui ont changé de mains aux prix suivans, superfine $9 50, $10 25 et $10 75, simple extra $10 50, $10 87½ et $11 50, double extra $11 50 et $12 25, triple extra $13 et $13 25, de choix pour famille $15 le baril.

Son—Les approvisionnements de son suffisent à peine à la demande et les envois qui nous en arrivent se vendent sur le champ à des prix pleins. Environ 600 sacs de cet article ont changé de mains aujourd'hui à $1 20 et $1 25 les 100 livres.

Avoine—N'est guère en demande, mais est fermement tenu. Vente à 50 cts le boisseau.

Maïs—Nous avons à signaler un marché calme, mais les prix sont fermes et sans changements. Les ventes d'aujourd'hui se sont bornées à 2000 sacs, dont 200 de mélange et 300 de jaune mélange à 85 cts, et 100 de jaune à 90 cts le boisseau.

Foin—Le foin prime Ohio se vend en petits lots, en magasin à $30 le tonneau. Un lot de 300 balles d'ordinaire de St Louis s'est vendu à $25 le tonneau.

Porc—Le marché est très calme et il ne se fait que peu ou point de demandes de lots ronds. Un lot de 60 barils de mess s'est vendu aujourd'hui à $35 62½ le baril.

Saindoux—Le marché est calme et il ne s'y fait que de petites ventes à 22¼ cts la livre de prime en tierçons et en barillets 24¼ cts.

Bacon—Les épaules-bacon sont tenues aujourd'hui, en lots à 18¾ cts et se vendent en détail 19 cts la livre. Les côtés cassés sont tenus à 21¼ cts et se vendent en détail 22 cts, les côtés désossés sont tenus à 22¼ cts et se vendent en détail à 23 cts la livre.

Toile d'emballage de l'Inde—Les commerçans font face à la demande pour la campagne à 30 cts la yard pour l'article en rouleaux et pour la toile ou balles 30 cts.

Corde d'emballage—Nous cotons les lots ronds à 18¾ cts la livre. Les commerçans font face aux demandes pour la campagne à 19 cts.

Laine—En bonne demande et commande 25 à 33 cts la livre pour la lavée, 18 à 25 cts pour la non lavée et 12 à 16 pour la brute.

Provisions navales—Approvisionnements faibles et bonne demande. Nous cotons la résine en petits lots à $2 75, $3 le baril pour le No 3, $4 à $5 pour le No 2, $6 à $7 pour le No 1, brai $6, goudron $3 à $4 le baril, esprit de térébenthine 50 à 60 cts le gallon.

Drêche—Le marché est fort calme à $1 pour celle de l'Ouest et $1 60 à $2 le boisseau pour celle du Canada.

Sacs en fibre—Il ne s'est pas fait de transactions aujourd'hui, mais les sacs se sont vendus aisément à 30 cts la pièce.

Whisky—Il n'y a que peu ou point de demandes de lots ronds, et dans cet article il ne se fait que quelques affaires en détail à $1 80 à $1 90 le gallon pour l'ordinaire rectifié de l'Ouest et $2 à $2 32½ pour les marques de choix. Le whisky de la Louisiane se vend $1 25 à $2 le gall.

Huile de graisse—Il s'en est vendu considérablement, la semaine dernière à $1 75 à 1 80, $1 85 et $1 90 le gallon.

Sel—Est en bonne demande. Le gros sel de Liverpool en entrepôt se vend à $2 20, à $2 22 le fin $2 25 à $2 30 le sac.

Beurre et fromage—Les approvisionnements de ces deux articles sont forts et la demande en est bonne à 45 à 46 cts la livre de bon beurre du Nord et 25 à 35 pour celui de l'Ouest. Le fromage, tant de l'Ouest que du Nord, se vend 17 à 14 cts.

Fret—Continue à être fort calme. Il n'y a dans le port que très peu de navires disponibles mais il ne se fait que bien peu d'offres pour le dehors. Les taux sont ⅛ ct par livre de coton sur vapeurs pour New-York et 1 ct pour Boston. Le tabac sur steamers pour New York $6 par boucaut. Coton sur vapeurs pour Philadelphie ⅝ cts. Voiliers pour New York et Boston ⅛ ct par livre de coton, 50 cts par baril de farine et $1 par boucaut de tabac. Les voiliers pour Liverpool obtiennent 5/8d par livre de coton et 47s 6d par boucaut de Tabac. Les taux pour le Havre est 1¼ par livre de coton sur voiliers.

Marché aux bestiaux.

Jefferson City, 11 septembre.

Arrivé, hier 54 bœufs du Texas, 41 cochons et 282 moutons.

Vendu 130 bœufs de Texas, 171 veaux et vaches d'un an, 28 cochons, 80 moutons et 4 vaches à lait.

A vendre—421 bœufs du Texas, 151 veaux et vaches d'un an, 179 cochons, 3321 moutons et 34 vaches à lait.

Bœufs de l'Ouest, de choix, par liv. net	— à —
do do 2me qualité, par liv. net	— à —
Bœufs de Texas de choix, par tête	35 à 50
do do 2me qualité, par tête	20 à 25
do do 3me qualité, par tête	12 à 15
Cochons de l'Ouest, par liv. gr.	10 à 13
do du pays	10 à 15
Moutons du Texas, en lots, par tête	3 25 à 3 [illegible]
do du pays, par tête	[illegible]
Vaches à lait, de choix, par tête	80 à 100
Veaux d'un an, par tête	6 50 à 12

LA MEILLEURE
de toutes les presses à coton.
Vingt seulement à vendre en ville.
Une presse à bon marché et meilleure que celles qui coûte beaucoup.—La presse Bentea sera exhibée; deux mulets la feront fonctionner et elle presse une balle de 450 livres dans un espace de 16 pieds cubes, dans la cour No 2 de la presse à coton des Planteurs, au coin des rues Annonciation et Richard.
THOMAS BAIRD,
rue Ste-Marie, No 177, coin Annonciation.
☞ On peut laisser les ordres au dépôt de toile et de corde d'emballage de A. P. DEMILT, rue Gravier, No 112. 15sept

Avis.
Un jeune homme, diplômé de la Faculté de Paris, demande une place de professeur de français dans une institution ou dans une famille privée, soit à la ville soit à la campagne. S'adresser aux initiales W. D., au bureau de ce journal. 13sept—2

Billets perdus.
Il a été perdu deux billets souscrits par M. Bonneville, rue Saint-Roch, No 33, Paris. On donnera une récompense à la personne qui les rapportera au bureau de l'Abeille. 13sept—1

Ecole de musique pour jeunes enfants et demoiselles,
Dirigée par Mmes Boyer et Magioni.—Des cours de musique élémentaire et de solfège ont lieu trois fois par semaine, dans l'après midi, à l'Académie Musicale de Mme Boyer, rue Conti, No 123, entre Dauphine et Bourgogne.—Une fois par mois les élèves chanteront en chœur et exécuteront des morceaux de piano en présence des parents.—Prix du cours par mois, $4. ☞ Réouverture des cours, LUNDI, 1er octobre. 13sept—

AUGUSTE MANESSIER.
A l'honneur de porter à la connaissance de ses amis et du public en général, qu'il vient à la veille de rouvrir son établissement dans la nouvelle bâtisse rue Philippa, entre Canal et Commune, où l'on peut le trouver tous les jours pour les
Commandes de tout genre,
qui seront exécutées comme par le passé, avec soin et promptitude. 4sept—5t, 2f par a.

Décédée le 11 du courant, à 10 heures du soir, à l'âge de 5 mois et demi, MARIE SEVERINE BAYON, fille du Dr. Hy. Bayon et de Séverine Youenne.

Décédée hier soir, à dix heures et demie, à l'âge de 41 ans, Mme MIRIQUETTE PAYSSÉ, native de Ville-Comtal, France. Ses amis et connaissances et ceux de son mari sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cette après midi à cinq heures. Le convoi partira de la maison mortuaire, rue St-Pierre, No 115, entre Bourgogne et Dauphine. Les membres de la Société Française sont priés d'assister.

Département des Vivres.
Armée des Etats-Unis. Nlle Orléans, [illegible] septembre 1866.
Des propositions cachetées [illegible] jusqu'au 25 septembre 1866, à midi, pour fournir au Département des Vivres des Etats-Unis trois mille (3,000) barils de FARINE extra fine. [illegible]
A. BECKWITH, Brigadier-Général, Commissaire des vivres, armée des Etats Unis. 13 sept—1l—au 21 sept

Salle de Billards.
Réouverture de la salle Saint-Charles.
Charles Lacoume, propriétaire [illegible]

Vins, Cognac, Huile, Sardines, &c.
Un bel assortiment de Vins en barriques et en caisses [illegible] Huile d'Olive [illegible]
A vendre par PIAGGIO FRERES, 62-64, rue de la Vieille Levée. 13 sept—6f

Cerises à l'Eau-de-Vie.
Au débarquement du navire "Commerce"
200 caisses CERISES à l'eau de vie.
A vendre par PIAGGIO FRERES, 62-64, rue de la Vieille Levée. 13 sept—6f

Sardines! Sardines!!
DE LA NOUVELLE PECHE.
150 caisses de [illegible] de L. Basset, 100 de demi do, 100 do petits pour la table. Au débarquement du navire Commerce, venant de Bordeaux. A vendre par ANT. LANATA, 24 rue Jefferson. 13 sept—4

Demande de Typographe.
On demande à Beaumont [illegible] un TYPOGRAPHE capable [illegible] S'adresser à WHARTON & SANDCLIFF, Agents du Courrier de Beaumont, rue de la Commune, No 45. 13 sept—1f

A LOUER.
Deux maisons hautes, [illegible] rues Marigny et Victoire, [illegible] Et une autre, rue Remparts, entre Toulouse et St-Pierre. [illegible]
F. A. DUCROS, 15 rue Commune. 13sept—1 [illegible]

Maison-Cottage à louer.
Une MAISON basse située rue [illegible], entre les rues Dumaine et St-Philippe, [illegible] S'adresser au No 171 rue Ste Anne, entre Remparts et Claiborne. 11sept—

Taxes d'Etat.
DERNIER MOIS POUR PAYER LES TAXES
Aux Contribuables du Deuxième District.
Les Contribuables sont notifiés [illegible]
L. C. LEMARIE, Collecteur [illegible] 1 sept au 30 Bureau, encoignure Chartres et St Louis.

RIZ DE LA LOUISIANE, RECOLTE DE 1866.
Reçu et à vendre par le soussigné—Un lot de très beau riz de la Louisiane [illegible]
JAMES M. URQUHART, 11 Nouvelle Levée. 11sept—3f

Maréchal-Ferrant.
M. Louis LOUIS, [illegible] No 294, [illegible] S'adresser sur les lieux. 11 sept—3

A vendre à l'encan le 1er octobre à moins d'une vente à l'amiable avant cette époque [illegible]
R. S. HALL & Co., 29 Rue Poydras, No 59. 11 sept—21f

A louer.
Le magasin No 11 rue Vieille Levée, entre Bienville et Douane, [illegible] S'adresser pour les conditions à M. PAYRO, No 6 rue Douane. 11 sept—4

COLISEUM.
51, rue Bienville
M. JOHN ROSE annonce à ses amis ainsi qu'au public en général [illegible] 2sept—1m

Bureaux de la Compagnie d'Assurances mutuelles de l'Etat de la Louisiane.
Coin Commune et Carondelet. Nouvelle-Orléans, 10 septembre 1866.
Election annuelle des Directeurs [illegible] LUNDI, 24 courant, entre 10 heures a. m. et 2 heures p. m.
L. W. BAQUIÉ, Secrétaire. 10 sept—15f

Avis.
Les soussignés ont transporté leur bureau au No 58 de la rue Carondelet, entre les rues Union et Perdido.
M. Louis A. Wiltz est chargé de leur procuration par acte passé par devant M. E. Bouny, notaire public.
PLAUCHÉ & WILTZ. 9 sept—10

AVIS.
A partir de ce jour, toutes procurations données par nous, sont entièrement révoquées.
Nouvelle Orléans, 8 septembre 1866.
PUIG FRERES. 9 sept

Demande de Domestique.
On demande une DOMESTIQUE capable de faire la cuisine et de blanchir pour un homme seul. On donnera de bons gages. S'adresser rue Royale No 66, au magasin de musique. 9 sept—6

CHARBON,
EN GROS ET EN DETAIL.
Charbons PITTSBURG CANNEL et ANTHRACITE (pour bateaux à vapeur et de grates pour l'usage des familles, des hôtels, des restaurants, des fonderies, &c. Les ordres [illegible] Les cargaisons ou des parties de cargaison sont livrées aux habitations de la Côte, aux plus bas prix du marché.
W. G. COYLE & Co., Rue Gravier No 112. 9 sept—3f Dépôt, coin des rues Magasin et Girod.

Banque First National de la Nouvelle-Orléans.
Nouvelle-Orléans, 5 septembre 1866.
Avis est donné que le certificat No 145 de cette banque, pour cinquante actions au nom de Gordon Granger en date du 14 juin 1865, ayant été perdu ou égaré, une demande a été adressée à la banque pour [illegible] autre certificat, en remplacement du certificat perdu.
D. B. FORBES, caissier. 6sept—6f

Banque du Commerce.
Département des Travaux Hydrauliques.
17 août 1866.
Les plombiers sont prévenus, à leurs risques, de ne faire aucune connexion aux tuyaux de cette compagnie sans en avoir obtenu l'autorisation au bureau, rue Dryades, entre les rues Canal et Commune.
WM. J. McCULLOH, Surintendant. 17 août—1m—1fps

Tapis, Rideaux, Nattes, &c.
Nous avons reçu dernièrement un bel assortiment d'Etoffes à rideaux, telles que satin de laine, reps, damas laine, et dentelles, de différentes qualités. Brandebourgs, corniches, bandes, flèches, &c., &c. Tapis de toile et de toutes qualités. Toiles cirées, nattes et tout ce qui se rattache à notre genre de commerce. Nous offrons les articles à un grand réduction.
A. BROUSSEAU & Co, Importateurs.

PERDU.
Le 25 courant, dans le voisinage de la Poste, le mandat suivant, annexé au protêt pour non acceptation [illegible]
E. BOUNY, Notaire 43 Passage de la Bourse. 24août—1f

AVIS.
A louer pour un an ou plus, une excellente TERRE à l'abri des crevasses. Pour conditions, s'adresser sur les lieux, à AU RINCK, huit milles au-dessous d'Alger, paroisse d'Orléans ou à la Nlle Orléans, à M. L. Terrasse, chez M. Bachelier, marchand de semences, rue Ursulines, entre Levée et Chartres. 28 juillet

Dr. T. ANTOINE,
MÉDECIN FRANÇAIS.
Ancien praticien de 30 années.
Traite par la connaissance certaine des causes primitives et efficientes de toutes les maladies particulièrement les maladies graves, épidémiques et chroniques.
39, rue Bourbon, entre Douane et Bienville. 12août—1m, F.P.

NOTICE.
Caisses vides à vendre.
300 CAISSES VIDES à vendre par T. DANZIGER & SON, 163, rue Canal. 12sept—

A Louer,
Une maison rue de Chartres, No 91 entre St-Louis et Conti, ayant magasin, entre sol et un charmant logement. S'adresser à M. VICTOR PERRILLIAT, rue Carondelet, 53, de 11 heures à 1 heure. La maison doit être réparée. 12 sept

Le Docteur A. LANDRY,
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
a fixé sa résidence à la Nouvelle-Orléans:
No 66, rue du Maine, encoignure Royale.

Bureau de l'Avocat Assistant de Ville.
No 70, rue St-Louis.
Nouvelle-Orléans, 8 septembre 1866.
[illegible]
R. BERMUDEZ, Avocat assistant de ville. 10 sept—10f

Avis.
Le public est prévenu que la Foire pour l'Eglise de St-Vincent de Paul, Troisième District, [illegible] 11 sept—5

Bureau du Quartier-Maître Assistant.
Nlle-Orléans, Lne, [illegible] septembre 1866.
Des propositions cachetées [illegible]
Par ordre du Col. C. G. Sawtelle, Col. et Quartier-Maître en chef, Département du Golfe. [illegible] 9 sept—6

Pour la Havane.
La goélette [illegible] Morris, [illegible] 9 sept—1f

Avis de société.
Les soussignés ont [illegible] FERNANDEZ & ABRAMS [illegible]
Bureau No 124 rue Gravier.
FRANCIS FERNANDEZ, MAURICE ABRAMS.

LES SOUSSIGNÉS
[illegible] BERAUD & GIBERT [illegible]
BERAUD & GIBERT.

Graines de jardinage de Landreth.
RECOLTE DE 1866.
Le soussigné vient de recevoir par le [illegible] graines de jardinage [illegible]
E. HAFNER, Rue St-Charles No 4 [illegible]

Charbon et bois de corde,
à vendre par
P. V. BERNARD,
Passage de la Bourse, No 58.

Adolphe Boudousquié,
NOTAIRE PUBLIC,
A transféré son étude au coin des rues Royale et de la Douane, au Premier. [illegible]

Salon d'Huîtres et Restaurant de Frank.
[illegible] FRANK K. [illegible]

Mélasse de Cuba. Mélasse de Cuba
500 boucauts MELASSE Muscovade [illegible]
200 tierçons do do do
300 barils do do do
Convenable pour les distillateurs.
A vendre par A. H. DE MEZA, Bureau rue [illegible] No 16.

A VENDRE.
[illegible]

REVENU INTERIEUR DES ETATS-UNIS.
Bureau du Percepteur du Premier District de la Louisiane.
Nlle-Orléans, 5 septembre 1866.
Conformément à la section 28 [illegible]
J. D. ROUSE. [illegible] Député et faisant fonctions de Percepteur.

Rachat de Bons de la ville.
Bureau des Commissaires de la dette consolidée de la Nouvelle-Orléans.
Nouvelle-Orléans, 1er septembre 1866.
Avis est donné que, conformément à la section 37, [illegible] Des propositions cachetées seront reçues à ce bureau jusqu'au [illegible] octobre 1866, à midi, pour la vente, à la ville, de 300 Bons de $1000 chacun, [illegible]
Les propositions devront être adressées à O. De Buys, secrétaire, à l'Hôtel de ville, salle No 22, et endossées: "Propositions pour la vente de bons."
JOHN T. MONROE, maire, P. O. MOHAN, contrôleur, JOSEPH HERNANDEZ, trésorier, GEORGE CLARK, Président du Comité de Finances du Bureau des Aldermen, T. H. HIGINBOTHAM, Président du Comité de Finances du Bureau des Ass. Aldermen.
O. DE BUYS, secrétaire. 2 sept—jusqu'au 6 oct

AVIS AUX CONTRIBUABLES.
Bureau des Assesseurs de ville, Hôtel de Ville, 11 août 1866.
Le Bureau des Assesseurs de la cité de la Nouvelle-Orléans [illegible]
S. P. BAKER, Secrétaire du Bureau des Assesseurs.

Bureau de l'Assesseur.
Revenu Intérieur des Etats-Unis, Premier District de la Louisiane.
Nlle-Orléans, 3 septembre 1866.
Tous les cultivateurs de coton du Premier District de la Louisiane [illegible]
JAMES READY, Assesseur du 1er District de la Louisiane.

Bureau du commissaire des vivres
RUE JULIA, No 188.
Nlle Orléans, Lne, 3 sept. 1866.
Des propositions cachetées en duplicata, accompagnées [illegible]
A. BECKWITH, Brt. Brig. Gén. et com. des vivres.

Institution et Académie militaire
DE
L'ÉTAT DE LA LOUISIANE.
(The Louisiana State Seminary of Learning and Military Academy.)
[illegible]
La sixième session commencera le premier LUNDI de septembre prochain et expire le 30 juin 1867.
Professeurs.
DAVID F. BOYD, Surintendant et professeur de langues anciennes et de littérature anglaise.
RICHARD M. VENABLE, professeur de génie.
JOHN A. A. WEST, professeur de mathématiques et commandant des élèves.
JEAN PIERRE BELLIER, professeur de langues modernes et de littérature.
EDWARD CUNNINGHAM, professeur d'histoire naturelle.
JOHN R. PAGE, M. D., professeur de chimie, de minéralogie et de géologie.
JAMES W. WILSON, M. D., professeur d'anatomie, de physiologie et d'hygiène.
JAMES M. BOYD, A. M., professeur-assistant de langues anciennes et de littérature.
ROBERT E. RIVES, A. M., Ph. D., professeur-assistant de langues modernes et de littérature.
Cours des études.
[illegible]
Admission des Elèves.
[illegible]
Dépenses par session de dix mois.
[illegible]
Avis spécial.
[illegible]
D. F. BOYD, Surintendant. Bureau de Poste d'Alexandria, Lne.

AVIS SPECIAL.
[illegible] G. E. GIRARDEY & Co. [illegible]

Avis de Société.
Nlle-Orléans, 1er septembre 1866.
Les soussignés ont formé une société pour l'importation de marchandises étrangères et américaines, [illegible]
M. LEON, F. ISRAEL. 4 septembre—4

AVIS.
La Société existant jusqu'à ce jour sous la raison VREDENBURGH FRERES est dissoute aujourd'hui par limitation et consentement mutuel. [illegible]
W. F. VREDENBURGH, Wm H. VREDENBURGH. 1er septembre 1866.
Le soussigné continuera, avec son fils William H. Vredenburgh, [illegible] W. F. VREDENBURGH & SON.
W. F. VREDENBURGH. Nlle Orléans, 1er septembre 1866. 2 sep—10f

Divers! Divers!! Divers!!!
[illegible]
A vendre en magasin et sur la Levée par J. B. VANHORN, Nos 66, 68 et 70, rue des Magasins, encoignure Poydras.

AVIS AUX ENTREPRENEURS.
[illegible] C. ROUYER, 135, rue de Chartres.

POUR BORDEAUX.
Le navire américain de 1re classe, fin voilier, LISBON, capitaine Curtis, partira vers le 20 courant.
Pour fret ou passage s'adresser à W. R. BUDDENDORFF, 175 rue Commune. 6 sept

AVIS.
Deux ou plusieurs messieurs pourront trouver des appartements garnis, élégants [illegible]

LIQUIDATION POSITIVE
POUR CAUSE DE DÉPART.
M. J. REBATTU a l'honneur d'annoncer à ses amis et au public en général qu'à partir de cette date il liquidera son stock de marchandises sèches, [illegible]
J. REBATTU, rue Ste-Anne, entre Chartres et Royale, No 53. 1sept—1m

Divers à vendre pour clore des consignations.
[illegible] J. J. HERR, Coin Gravier et Nouvelle Levée. 1er sept

A VENDRE.
Une bonne barrouche à quatre places et un excellent cheval.
S'adresser à M. J. Barré, sellier, rue Bourbon, No 28, entre Dumaine et St-Philippe. 4 sept

TRANSFERT DE MAGASIN.
Mr. C. DUHAMEL, Opticien,
a transféré son magasin du No 66 rue de Chartres, au coin des rues Bienville et Chartres. 1er sep—1m

CHAMPAGNE Charles FARRE.
Six cents caisses de vins de Sillery, Cabinet et Impérial, en grandes et demi bouteilles, à vendre en lots par J. J. HERR, Coin Gravier et Levée. 1er sep

Avis Spécial.
Nlle-Orléans, 7 septembre 1866.
Bureau de la Compagnie d'Assurance de Londres et de Lancashire.
Le taux des primes d'assurance étant réduit par le Bureau des Assureurs, cette Compagnie est prête à prendre des risques sur toute espèce de propriétés et à des taux réduits.
Escompte aux taux courants, d'après le tarif.
Par ordre du Bureau. JOHN T. HEATH. 7 sept—1m

VACHE TROUVÉE.
Une VACHE ET SON VEAU sont entre les mains du soussigné [illegible] JEAN LACOUREGE, Rue Gasquet, entre St-Patrick et Bernadotte. 7 sept—6

JUSTE FONTAINE
Courtier,
No 19, rue Royale, entre Canal et Douane
[illegible]

VIN DE CHAMPAGNE
De la célèbre marque de Charles Heidsieck & Co, à Reims.
Le soussigné a été nommé seul agent pour l'importation du susdit célèbre vin. [illegible]
AUGUSTE COUTURIE, No 22, rue Vieille-Levée.

SPECTACLES.
ACADEMIE de MUSIQUE.
RUE ST. CHARLES.
Spalding & Bidwell—Propriétaires et Directeurs.
J. KITTREDGE...... Trésorier.
JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE et SAMEDI à midi,
Grand Succès du Cirque Royal, Equestre, de Don JOSÉ CHIARINI.
Changement complet de Programme.
Les artistes et les chevaux sont supérieurs à tout ce qui est jamais venu dans ce pays.
SAMEDI, à midi, Grande Représentation pour les familles.
Programme expressément pour les dames et les enfants.
Le célèbre corps de musiciens de Jaeger donne une sérénade, sur le balcon, tous les soirs et les samedis à midi.
Le bureau est ouvert de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.
Les portes s'ouvrent à sept heures et le Spectacle commence à 8 heures.
Représentation du Samedi—Les portes s'ouvrent à 11 heures du matin et le spectacle commence à midi. 13 sept.

Théâtre St-Charles.
Propriétaires...... Ben De Bar & E. Eddy.
SAISON PRELIMINAIRE,
Seconde Semaine des
Menestrels de Duprez & Benedict.
GRAND CONCERT ETHIOPIEN tous les soirs de cette semaine.
Représentation tous les SAMEDIS A MIDI. Entrée, moitié prix. 10 sept.

DROGUES, MEDICAMENTS,
PEINTURES, HUILES, ETC.
CUSACHS & OGDEN,
Encoignure Royale et St-Philippe,
IMPORTATEURS
ET MARCHANDS EN GROS
DE
Drogues,
Médicaments,
Peintures,
Huiles,
Huiles essentielles, etc.
Ont constamment en main un assortiment complet des articles ci-dessus.
AINSI QUE TOUS ARTICLES POUR
TEINTURIERS,
DISTILLATEURS,
PARFUMEURS,
PEINTRES, &c. &c.
Aussi—INDIGO Guatemala et BOUCHONS de toutes les grandeurs et qualités. 1er nov

Mr. C. DUHAMEL, Opticien,
A transporté son magasin, No 86, rue de Chartres, à l'angle des rues Chartres et Bienville, au local précédemment occupé par Mr. A. Fauvre. 1er sept—1m

C. CAVAROC & CO.,
NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES,
116 RUE ROYALE,
Avances libérales
Sur consignations de coton et autres produits
A nos amis de
LIVERPOOL, HAVRE ET BORDEAUX.
C. CAVAROC & CO.
CHANGE
A vue et à terme, à la convenance des Acheteurs, sur
Paris, Amiens, Angoulême, Agen, Arras, Auch, Aurillac, Alençon, Bayonne, Brest, Bar-le-Duc, Besançon, Blaye, Blois, Beauvais, Boulogne, Bordeaux, Caen, Carcassonne, Clermont-Ferrand, Charleville, Castelnaudary, Cahors, Cette, Châlons-sur-Marne, Dunkerque, Dieppe, Elbeuf, Grenoble, Gray, Havre, Lyon, Laval, Lille, Limoges, Libourne, Lorient, Marseille, Mulhouse, Mans (le), Montpellier, Nantes, Nancy, Narbonne, Orléans, Pau, Périgueux, Puy (le), Perpignan, Quimper, Rouen, Reims, Rodez, Rochelle (la), Rennes, Rochefort, Roanne, Strasbourg, St-Etienne, St-Quentin, Saumur, Toulouse, Tarbes, Tours.
A vendre par C. CAVAROC & CO. 16, rue Royale.

VINS FINS
DE LA MAISON SEIGNOURET FRERES,
DE BORDEAUX.
150 barriques vin rouge Château Dillon, diverses qualités.
100 demi-barr. do do do
500 caisses do do do
150 do do Château Terrefort,
100 do do Château Talbot,
50 do do Château Lafitte,
50 do do Château Larose,
30 do do Château Margaux,
15 do do Château Léoville,
125 do do St-Julien,
100 do vin blanc Sauterne,
20 do do Barsac,
30 do do Beaune,
10 do do Château Yquem.
A vendre par C. CAVAROC & CO, 116 rue Royale.

VIN ROUGE EN CAISSES.
2500 caisses vin rouge St-Loubès et Ste Eulalie.
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

VIN ROUGE EN BARRIQUES.
100 barriques vin rouge bon ordinaire.
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

ROUSSILLON — CAHORS.
40 barriques vin rouge, Roussillon, très étoffé,
20 do do Cahors, do.
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

VIN DE BOURGOGNE.
30 caisses Chambertin, Clos Vougeot, Romanée, Nuits, de la marque Ch. Marey & Cie Liger Belair.
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

HUILE D'OLIVE J. PLAGNIOL.
2000 caisses huile d'olive J. Plagniol, grandes et petites bouteilles.
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

SARDINES A L'HUILE.
500 caisses (¼ et ½ boîtes) sardines à l'huile, marques Rodel, Sussbielle, Ch. [illegible]
En magasin et à vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale.

EAUX-DE-VIE.
20 quarts [illegible] père & fils, 1812,
20 huitièmes do do
25 quarts Achille Petit, 1810,
20 huitièmes do do
20 quarts J. A. Guérin, 1825,
20 huitièmes do do
50 quarts Borel,
En magasin et sous les clés de la douane.
A vendre par C. CAVAROC & Co, 116 rue Royale. 7août—1m

J. H. H. HEDGES,
MOULIN A COTON ET PIQUERIE,
RUE TCHOUPITOULAS, No 331,
Entre les rues Thalie et Terpsichore, au pied de la rue Munster.
Le coton est transporté dans tous les quartiers de la ville. Les célèbres moulins à coton de E. Carver & Co. sont employés dans l'établissement. [illegible]

MALADIES.
M. F. GAUDOZ, pharmacien, élève de l'Ecole de Paris, rappelle à ses amis et au public qu'il continue comme par le passé, à traiter les maladies secrètes et de la peau. [illegible]
F. GAUDOZ, pharmacien, encoignure Orléans et Bourbon.